

L'hon. M. Hees: Le ministre devrait se renseigner.

M. l'Orateur: A l'ordre.

[Français]

LES AÉROPORTS

VAL-D'OR (P.Q.)—QUESTION RELATIVE À
L'INAUGURATION DE L'AÉROPORT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Oza Tétrault (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Pourrait-il nous dire quand est prévue l'inauguration de l'aéroport de Val-d'Or?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Je tiens la question pour préavis, monsieur l'Orateur.

[Traduction]

LA COMPAGNIE DES JEUNES CANADIENS

LE REMPLACEMENT PAR LES CONSCRITS
DE LA CULTURE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au secrétaire d'État. Étant donné l'allusion du ministre à une nouvelle politique concernant la jeunesse et le fait qu'il se soit bien gardé de mentionner la Compagnie des jeunes Canadiens, le gouvernement se propose-t-il de dissoudre la Compagnie et de lui substituer ce que l'on pourrait appeler la conscription de la jeunesse ou les conscrits de la culture?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, je m'étonne que le très honorable député ait surtout remarqué les omissions de ce discours. Je parlais de toute évidence de projets.

Or, la Compagnie des jeunes Canadiens n'étant pas un projet, mais déjà une réalisation qui est derrière nous, c'est la seule raison pour laquelle je ne l'ai pas mentionnée.

[Traduction]

L'hon. M. Dinsdale: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le Conseil provisoire de la Compagnie a-t-il recommandé au ministre de nommer quelqu'un en particulier au poste de directeur permanent?

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Monsieur l'Orateur, la proposition en question, m'informe-t-on, doit nous être communiquée aujourd'hui de façon officielle.

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NIGÉRIA—LES SECOURS AU BIAFRA

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma question au premier ministre. Au cours des quelques semaines passées, le gouvernement a-t-il envoyé au gouvernement militaire du Nigéria des communications concernant les secours et l'allégation selon laquelle ces secours ne pouvaient pas atteindre le Biafra parce qu'il n'y avait pas l'accord du gouvernement nigérian? Y a-t-il eu de telles communications? Le gouvernement canadien a-t-il communiqué directement avec le général Yakubu Gowon et a-t-il demandé que les secours soient autorisés à passer? Si oui, le premier ministre ne pense-t-il pas qu'il serait bon de déposer ces divers messages?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Je ne comprends pas très bien la question, monsieur l'Orateur. Naturellement, nous avons communiqué fréquemment avec le gouvernement militaire fédéral du Nigéria. On a discuté à plusieurs reprises de toute la question des secours que l'on veut fournir au peuple éprouvé du Nigéria. Comme le sait le député, un avion Hercules est à Lagos, et il y en avait également un autre à Fernando Po. Je pourrais peut-être profiter de l'occasion, monsieur l'Orateur, pour annoncer que je viens d'apprendre que cet avion Hercules a quitté Fernando Po à 18 h. 15, heure locale, avec 20 tonnes de vivres destinés au Biafra. (Applaudissements)

En ce qui concerne les autres aspects des secours destinés au peuple éprouvé du Nigéria, monsieur l'Orateur, je ne sais pas très bien si l'honorable représentant veut d'autres renseignements.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, j'essaie de savoir si le gouvernement du Canada a envoyé un message quelconque au gouvernement militaire du Nigéria ces six dernières semaines au sujet des secours offerts par le Canada à ceux qui en ont besoin.

Le très hon. M. Trudeau: Oui, monsieur l'Orateur. Nous n'avons peut-être pas envoyé de messages directement au général Gowon, mais nous en avons envoyé un grand nombre à nos représentants à Lagos et notre haut commissaire ou ses fonctionnaires ont communiqué avec le gouvernement militaire fédéral.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le premier ministre ne croit-il pas qu'une personne dont